	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys



ARRET TECHNIQUE DES NAVIRES OCEANOGRAPHIQUES EUROPE ET TETHYS

ACCORD-CADRE DE SERVICE PASSÉ
SELON LA PROCÉDURE FORMALISÉE
en procédure avec négociation


(Articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2161-12 à R. 2161-20 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique)

Conformément à l'article R2124-3 1° - 3° - 4° et 5 °










Dossier :

GNVR-01-2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)


	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	Objet : ARRET TECHNIQUE DES NAVIRES OCEANOGRAPHIQUES EUROPE ET TETHYS Marché public Industriel
	Acheteur : GENAVIR 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest CS 20071 29280 Plouzané
	L'accord cadre est passé en procédure adaptée CCAG applicable au marché public : CCAG Marchés Industriels (MI)
	A déterminer
	L'accord cadre est alloti, nombre de lots : 5 lots
	L'accord cadre est mono attributaire
	La durée de l'accord cadre est lié à la validation des essais en mer.
	La forme des prix est définie au sein du présent document
	Tranches : L'accord cadre n'est pas divisé en tranches. Prestations similaires : Sans objet


**SOMMAIRE**

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.2. ALLOTISSEMENT.....	5
1.3. DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 3. SOUS-TRAITANCE.....	5
3.1. GENERALITES	5
3.2. MODALITES D'ACCEPTATION ET D'AGREMENT	5
3.3. REGIME FINANCIER.....	7
ARTICLE 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	7
4.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	7
4.2. TYPE ET CONTENU DES PRIX	7
4.3. FORME DES PRIX	7
4.4. REGLEMENT DES PRESTATIONS	7
4.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	9
4.6. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	9
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
5.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	9
5.2. OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
5.3. PERIODE DE PREPARATION – ETUDES.....	10
5.4. APPROBATION DES PLANS ET DES DOCUMENTS.....	10
5.5. REUNION DE COORDINATION DE SECURITE.....	10
5.6. REUNIONS ET REDACTION DES RAPPORTS SUR TOUTE LA DUREE DU PROJET	10
5.7. DEFAUT CACHE OU TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	10
5.8. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	11
5.9. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	11
5.10. JUSTIFICATIFS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
ARTICLE 6. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS	13
6.1. ESSAIS ET CONTROLES	13
6.2. PERFORMANCES.....	13
6.3. DOCUMENTATION TECHNIQUE	13
6.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES.....	13
7.1. MODALITES DE COMMANDE	13
7.2. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
7.3. PENALITES POUR RETARD	14
7.4. AUTRES PENALITES ET RETENUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	15
8.1. RETENUE DE GARANTIE	15
8.2. AVANCE.....	16
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS	16
9.1. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	16
9.2. PRESCRIPTIONS GENERALES	17
ARTICLE 10. ASSURANCES - GARANTIE.....	17
10.1. GARANTIES	17

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

10.2. ASSURANCES	18
ARTICLE 11. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS	18
11.1. ESSAIS ET CONTROLES	18
11.2. PERFORMANCES.....	18
ARTICLE 12. RESILIATION.....	18
ARTICLE 13. DROIT ET LANGUE.....	19
ARTICLE 14. DÉROGATIONS	19

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de l'accord-cadre

La présente consultation vise à conclure un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de marchés subséquents concernant des travaux relatifs à l'arrêt technique de l'EUROPE et du TETHYS.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2. Allotissement

Les travaux sont scindés en 5 lots :

Lot 1 : CHANTIER (Chapitre H + B + F + I)

Lot 2 : MOTEURS (Chapitres A1 + A2)

Lot 3 : MECANIKES DIVERSES (Chapitres A4 + A5)

Lot 4 : TUYAUTERIE et CHAUDRONNERIE (Chapitres C + D)

Lot 5 : FRIGO, CLIMATISATION et ELECTRICITE (Chapitres A3 + E)

Les pièces constitutives de l'accord-cadre ainsi que leur ordre de priorité figurent à l'acte d'engagement (AE).

1.3. Décomposition en tranches

Sans objet.

Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché ainsi que leur ordre de priorité figurent à l'acte d'engagement (AE).

Article 3. SOUS-TRAITANCE

3.1. Généralités


Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent accord-cadre se feront en application des articles R.2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un accord-cadre de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire de l'accord-cadre demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité de l'accord-cadre.

3.2. Modalités d'acceptation et d'agrément

Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues aux articles R. 2193-3 à R. 2193-9.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Le titulaire adresse l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment signé par les deux parties.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2143-3 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées.

Le DC4 devra préciser obligatoirement la mention « autoliquidation » pour les travaux en relation avec un bien immobilier.

Seront jointes au DC4 :

- les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager.
- une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée.
- un extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription.
- un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.


Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance 21 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier et à l'adresse suivante :

GENAVIR
1625 route de Sainte Anne
Centre Ifremer de Brest
CS 20071
29280 Plouzané
avec copie de la demande à l'adresse mail suivante :

service_achats@genavir.fr
genavstn@genavir.fr

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire de l'accord-cadre si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitant sont jugées insuffisantes.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

3.3. Régime financier

Les dispositions des articles R. 2193-17 à R. 2193-22 du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Article 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, le titulaire aura indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et ses cotraitants.

4.2. Type et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires ou forfaitaire, définis dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées, le cas échéant.

Les prix comprennent, outre les fournitures, les taxes diverses, prescriptions, garanties, sujétions et obligations du contrat et d'une façon générale tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations de l'accord-cadre (ex : frais de transport, documentation, propreté des locaux...).

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A.

4.3. Forme des prix

4.3.1. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre :

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro", soit :

M₀ = Mois de remise de l'offre (offre finale pour les procédures avec négociations)

4.3.2. Modalités de révision des prix :

Les prix seront fermes et définitifs.

4.3.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

4.4. Règlement des prestations


4.4.1. Règlement des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre

Elles seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

4.4.2. Les factures

Elles sont établies en 2 exemplaires et libellées à l'ordre de la Direction Achats Finances de Genavir seront présentées après que les quantités réellement exécutées auront fait l'objet d'un attachement contradictoire.

Les factures devront à minima comporter les informations suivantes :

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- Le cas échéant, le numéro de SIRET
- Le numéro du compte bancaire ou postal
- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro du bon de commande
- La désignation de l'organisme débiteur
- La date d'exécution des prestations
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et les attestations de paiement direct
- La date de facturation

Le cas échéant, le règlement est diminué, des pénalités prévues à l'article 5 du présent document.

Les factures non conformes seront retournées au Titulaire et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Le titulaire transmettra sa demande de paiement par courrier adressé à la SPL :

GENAVIR
1625 route de Sainte Anne
Centre Ifremer de Brest
CS 20071
29280 Plouzané

Et par mail à l'adresse mail suivante : facturation@genavir.fr
avec en copie à : genavstn@genavir.fr

4.4.3. Le mode de règlement retenu

C'est le virement avec paiement à 30 jours dans les conditions prévues à l'article 4.4.2 ci-dessus.


Le Titulaire qui en fait la demande peut prétendre au versement des acomptes suivants renseignés par le Titulaire dans le tableau ci-dessous en tenant compte de ce qu'il a proposé dans son offre dans les limites suivantes qui sont cumulatives :

N° acompte	Livable	Montant de l'acompte
1	Fin du chantier après validation des essais en mer et validation de la totalité des documents devant être fournis	100 %

Le versement de l'acompte ou du solde est également suspendu si :

- Le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans le CCTP ou le cas échéant dans les spécifications jointes au bon de commande,
- Si la prestation réalisée n'est pas conforme aux exigences du CCTP,
- Si des prestations font l'objet de réserves et/ou d'ajournement de prestations conformément à l'article 16 ci-dessous.

En dehors du premier bon de commande, il n'est pas prévu d'acompte sur les autres bons de commande.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

4.5. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux 2021.

4.6. Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fera conformément aux articles R.2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.


En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 5. CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG MI, et dans l'hypothèse où, à l'occasion de l'exécution du marché, une des Parties aurait connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, elle sera tenue de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance d'une Partie.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG MI, le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, et à être conformément au RGPD (UE 2016/679).

5.2. Obligation de protection des données à caractère personnel

Chaque Partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

5.3. Période de préparation – Etudes

Voir CCTP.

5.4. Approbation des plans et des documents

Voir CCTP par rapport aux attentes réglementaires du Bureau Veritas et de CSN.

En plus des nouveaux plans nécessaires aux travaux, le Titulaire doit mettre à jour les plans existants lorsqu'ils sont impactés par les travaux. Les nouveaux plans et les plans mis à jour doivent être fournis par le Titulaire au format ".dwg", « iges » et « .pdf ».

A l'issue des travaux avant les essais en mer, tous les plans doivent avoir été transmis et validés par Genavir.

Les documents et plans sont prioritairement en français mais l'anglais est aussi accepté. Tous les nouveaux plans sont numérotés selon le système de numérotation actuel des plans et documents existants.

5.5. Réunion de Coordination de sécurité

Avant le début des travaux, le représentant de GENAVIR organisera à bord du navire une réunion avec le(s) titulaire(s) et leurs sous-traitants, pour coordonner la sécurité et passer en revue les précautions à prendre durant les travaux. Des responsables sécurité bord et titulaire seront désignés. Le représentant sécurité GENAVIR pourra être une entreprise rémunérée par GENAVIR sous l'autorité des représentants de GENAVIR.

Les procédures applicables seront clairement définies et consignées dans le compte rendu de réunion (permis de travail, consignation électrique...).


Réunion de sécurité et de coordination hebdomadaire : GENAVIR fournit un compte rendu de réunion reprenant l'ensemble des points abordés et décisions actées. Ce compte-rendu est contresigné par les parties présentes.

5.6. Réunions et Rédaction des rapports sur toute la durée du projet

Réunion de sécurité quotidienne et réunions de coordination de Maitrise d'Œuvre bihebdomadaires : le Titulaire fournit un compte rendu de réunion reprenant l'ensemble des points abordés et décisions actées. Ce compte-rendu est contresigné par les parties présentes.

- Une réunion de lancement sera organisée entre le chantier et Genavir portant à minima sur les points suivants :
 - La gestion de l'avancement selon le calendrier prévu,
 - La revue des plans d'intégration et modifications,
 - L'état des modifications et options demandées par le Groupement,
 - L'état des livraisons principales (Genavir),
 - La liste des approbations des plans par Genavir et la classe,
 - La gestion du suivi financier du projet.

5.7. Défaut caché ou travaux supplémentaires

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Lors de la préparation des travaux, si le Titulaire découvre un défaut caché du Navire (corrosion, etc.), il doit en informer immédiatement Genavir. Les éventuels travaux supplémentaires de réparation indispensables, seront décidés par Genavir après une évaluation des coûts effectuée par le Titulaire puis l'émission d'un devis écrit. Genavir se réserve le droit de ne pas donner suite au devis ou de faire appel à un autre prestataire.

5.8. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements du lieu d'exécution des prestations relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les conventions de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 44 du CCAG MI.

5.9. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

5.9.1. Conformité

Le Titulaire garantit la conformité des travaux réalisés aux règles internationales, aux règles du Société de Classification désigné et aux règles du pavillon français applicable au navire qui s'imposent aux Parties.

Les décisions du Bureau de Classification désigné s'imposent aux Parties en ce qui concerne la conformité ou la non-conformité aux règlements de classe.

Les décisions des autorités du pavillon s'imposent aux Parties en ce qui concerne la conformité ou la non-conformité des travaux réalisés aux règles du pavillon.

5.9.2. Organisation et qualité de prestations

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système qualité répondant aux exigences de la dernière version de norme ISO 9001 ou équivalent.

5.9.3. Suivi du marché

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

L'interlocuteur unique désigné par le Titulaire est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

En cas d'indisponibilité de plus de 24 heures de l'interlocuteur unique désigné par le Titulaire, il sera immédiatement remplacé avec information écrite dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 24 heures de sa désignation.

5.10. Justificatifs à fournir en cours d'exécution de l'accord-cadre


Conformément aux dispositions en vigueur du Code du travail, le titulaire devra fournir tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi en France

- Dans tous les cas :

- une attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222 5 1° du code du travail) ;

Vous pouvez utiliser le service en ligne « [Mon URSSAF](#) » pour générer ce document.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

- **Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, **l'un des documents suivants** (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D 8222 -5-1°-b du code du travail*).


- **Lorsque le cocontractant** emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi ou domicilié à l'étranger

- un document mentionnant (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*) du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
- un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- **Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, **l'un des documents suivants** (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

- pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

Par ailleurs, le cas échéant, le candidat fournira les pièces demandées aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Article 6. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1. Essais et contrôles

Voir le Cahier des Clauses Techniques

6.2. Performances

Les performances à atteindre sont celles prévues au CCTP ou celles indiquées par les fournisseurs des matériels, des équipements, des appareils, pour autant qu'elles ne soient pas inférieures à celles prévues au CCTP. En tout état de cause, les performances atteintes ne devront en aucun cas être dégradées par rapport à celles du Navire, de ses agrès et appareils avant la réalisation du chantier.

Si les performances ne sont pas atteintes, le Titulaire sera tenu de procéder à ses frais aux corrections requises et aux éventuels nouveaux essais contradictoires pour atteindre les performances exigées.

6.2.1. Gestion des déchets

Conformément à l'article 29.4 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le titulaire a à sa charge la gestion des déchets en lien avec la prestation.

6.3. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures/matériels livrés et à leur entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Un rapport reprenant l'ensemble des mesures, des travaux effectuées et des pièces remplacées par le titulaire ou ses sous-traitants devra être transmis au plus tard un mois avant la date de fin des travaux.

Les documents à fournir sont indiqués par item dans le CCTP.

6.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire


Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021.

Article 7. CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES

7.1. Modalités de commande

Les prestations sont commandées à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Les prestations sont commandées au fur et à mesure des besoins. Des bons de commande, signés par toute personne habilitée, sont établis à cet effet et transmis par mail ou tout moyen assurant une date certaine d'émission.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Contenu des bons de commande

Le contenu des bons de commande est le suivant :

- Référence de l'accord-cadre
- Date d'émission du bon de commande
- Désignation et quantité des travaux commandés, éventuellement référence du devis du fournisseur
- Montant de la commande
- Délai d'exécution

7.2. Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

7.3. Pénalités pour retard

Les pénalités sont imputables également au titre des réserves dans le cas de réception prononcée avec réserves.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 H.T. pour l'ensemble du marché. Par dérogation aux articles 15.1 et 15.2 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, les pénalités appliquées seront les suivantes :

Dans le cadre de l'obligation de résultat du Titulaire, par dérogation à l'article 15 du C.C.A.G.-MI 2021, les pénalités de retard suivantes s'appliquent si le délai global défini à l'acte d'engagement est dépassé :

Les rapports tels que demandés à l'article 6.3 font partie intégrante des prestations et seront soumis aux mêmes conditions en cas de retard sur leur fourniture voir 7.3.1.

Tout évènement ayant caractère de cas de force majeure devra être signalé à GENAVIR par courriel au contact du marché dans les 24 heures suivant cet évènement à cette condition et selon la recevabilité de l'évènement générateur la cause majeure pourrait exonérer le titulaire des pénalités à proportion de la durée dudit évènement.

7.3.1. Retard sur un lot n'entraînant pas de retard d'autres lots

En cas de dépassement du délai, suivant le planning proposé par le titulaire lors de la remise de son offre puis validé en réunion de coordination, du délai maximum défini pour la réalisation, par lui ou par ses sous-traitants, des différents postes du lot attribué, les pénalités suivantes s'appliquent :


- Pour un dépassement compris entre 3 et 7 jours calendaires le montant de la pénalité s'élève à 500 € hors taxe par jour calendaire de retard,
- Pour un dépassement compris entre 8 et 15 jours calendaires le montant de la pénalité s'élève à 1 000 € hors taxe par jour calendaire de retard,
- À compter du 16^{ième} jour calendaire de retard, la pénalité s'élève à 5 000 € hors taxe par jour calendaire de retard.

Si ce dépassement du délai maximum pour la réalisation des travaux entraîne un retard dans les réalisations d'autres lots GENAVIR peut appliquer en plus les pénalités de l'article 7.3.2.

Si ce dépassement du délai maximum pour la réalisation des travaux entraîne un non-respect du délai global des travaux à sec ou de la période d'arrêt technique, GENAVIR peut appliquer en plus les pénalités des articles 7.3.3 et 7.3.4.

7.3.2. Retard sur un lot entraînant des retards sur l'exécution des travaux d'un ou plusieurs autres lots

Le Titulaire ou son sous-traitant qui, par son retard dans l'exécution des travaux relevant de son attribution, entraîne du retard ou dépassement sur les travaux d'un ou plusieurs lots qui ne lui ont pas été attribués, se verra, en plus des pénalités évoquées à l'article 7.3.1, appliquer les pénalités suivantes :

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

- Pour un dépassement compris entre 2 et 15 jours calendaires le montant de la pénalité s'élève à 1 000 € hors taxe par jour calendaire de retard,
- À compter du 16^{ième} jour calendaire de retard, la pénalité s'élève à 5 000 € hors taxe par jour calendaire de retard.

Ces pénalités seront multipliées par le nombre de lot retardé dans l'exécution des travaux par le dépassement du titulaire ou celui de ses sous-traitants.

7.3.3. Retard sur la date de fin de cale sèche

En cas de dépassement du délai de séjour en cale sèche pour des raisons imputables à un des titulaires, sans dépassement du délai global d'arrêt technique, GENAVIR établira un titre de recette retenu dans le décompte définitif dont le montant correspondra aux surcoûts de dépassement du séjour en cale sèche. Les surcoûts pris en compte seront d'une part le coût du séjour supplémentaire selon les tarifs en vigueur des sociétés portuaires (CCI - Port Autonome, etc.) et d'autre part les pénalités éventuelles prévues par ces sociétés en cas de dépassement important. Ces dernières pénalités pouvant être sous multiples formes soit :

- % de surcoût journalier,
- Mise en demeure de mise en eau.

En cas d'une mise en demeure de mettre le navire à flot, et donc de la nécessité de mettre à nouveau à sec pour l'achèvement des travaux, la totalité des frais sera supportée par le titulaire responsable du retard. Ces surcoûts supportés par le titulaire venant s'ajouter aux pénalités de dépassement du délai global cité précédemment.

Pour respecter les délais, le titulaire peut être amené à effectuer des heures supplémentaires imprévues qui ne feront pas l'objet de plus-value et il appartiendra au titulaire d'anticiper sur la programmation de ces heures supplémentaires pour que celles-ci soient réparties et ne dépassent pas de plus de deux heures les heures normales contractuelles.

7.3.4. Retard sur la date de fin de l'arrêt technique

En cas de retard général d'exécution des prestations, c'est-à-dire sur la date de fin d'arrêt technique prévue à la 1^{ère} réunion de coordination, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le surlendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

- Du deuxième jour calendaire jusqu'au 7^{ème} jour calendaire de retard : la pénalité par jour calendaire de retard s'élève à 1 000 € hors taxe,
- À compter du 8^{ième} jour calendaire et jusqu'au 15^{ième} jour calendaire de retard : la pénalité par jour calendaire de retard s'élève à 1 500 € hors taxe,
- À compter du 16^{ième} jour calendaire de retard, la pénalité s'élève à 5 000 € hors taxe par jour calendaire de retard.


7.3.5. Le dépassement du délai de réparation des réserves dans le cadre d'un ajournement et pendant la garantie

Pendant la garantie, le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités. Ce délai sera de 7 jours à compter de la notification du défaut. Par dérogation à l'article 15, du CCAG MI 2021 les pénalités applicables sont les mêmes que les pénalités pour retard prévues à l'article 7.3.1 ci-avant.

Les mêmes pénalités s'appliquent pour les ajournements dont le délai de levée fixé par GENAVIR serait dépassé.

Article 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1. Retenue de garantie

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Sous réserve d'un délai de garantie fixé à l'article 9.5 du présent C.C.A.P, en garantie de la bonne exécution des prestations, une retenue de garantie de 5 % sera effectuée sur chaque acompte. Le solde interviendra à l'expiration du délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire, étant entendu que sa restitution se fera à l'expiration du délai de garantie. La retenue de garantie, elle devra être émise par une banque européenne de premier ordre (c'est-à-dire à minima classée B par deux agences de notation parmi Standard & Poor's, Moody's et Fitch) ayant une représentation en France selon une formulation standard et la caution personnelle et solidaire devra être émise par une banque européenne de premier ordre (c'est-à-dire à minima classée B par deux agences de notation parmi Standard & Poor's, Moody's et Fitch) ayant une représentation en France.

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total de l'accord-cadre, avenants compris. Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée de l'accord-cadre, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total de l'accord-cadre y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

S'agissant d'un accord-cadre s'exécutant par l'émission de bons de commandes, cette garantie à première demande ou cette caution sera égale à 5 % du montant minimum de l'accord-cadre. Une fois le montant minimum atteint, le titulaire devra fournir, avec chaque demande de paiement d'acompte, une garantie à première demande ou une caution égale à 5 % du montant du bon de commande correspondant. Le solde interviendra à l'expiration du délai de garantie. La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.


Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire de l'accord-cadre ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

8.2. Avance

Sans objet.

Article 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS

9.1. Prolongation du délai d'exécution

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Les essais sont réalisés sous la responsabilité du Titulaire. Lors de ceux-ci, le Navire sera manœuvré par un équipage de GENAVIR afin de pouvoir réaliser lesdits essais à la mer. Le Titulaire reste responsable de tout dommage causé au Navire ou par le Navire, sauf si ce dommage résulte d'une faute du capitaine ou de l'équipage de GENAVIR.

Le Titulaire est responsable des résultats des essais qui donnent lieu à l'émission d'un procès-verbal.

Si les conditions météorologiques ne permettent pas au Titulaire de réaliser correctement les essais à la mer aux dates prévues initialement, le Titulaire pourra reporter les essais ou une partie de ces essais à la première date où les conditions météorologiques permettent le ou les essais envisagés (s).

Sont considérées comme conditions météorologiques ne permettant pas de faire les essais, des conditions de mer supérieures au niveau 5 sur l'échelle de Douglas. Et concernant les appareils à tester aux conditions de mer prévues pour leur exploitation au CCTP.

Dans un tel cas, le Titulaire aura droit à une prolongation du délai global défini à l'article 4 de l'acte d'engagement égale au maximum à la période d'ajournement des essais, le Titulaire faisant ses meilleurs efforts pour réduire au minimum la période d'ajournement des essais et pour rattraper l'éventuel retard en résultant.

9.2. Prescriptions générales

Toutes les fournitures devront respecter et appliquer les normes et prescriptions françaises et européennes en vigueur et plus particulièrement les normes applicables en matière de santé des personnes et d'environnement.

Article 10. ASSURANCES - GARANTIE

10.1. Garanties

10.1.1. Assurance responsabilité civile et responsabilité civile chantier

En complément des dispositions prévues à l'article 10 du CCAG/MI, le Titulaire doit souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies de notoire solvabilité ayant une représentation en France, une police d'assurance responsabilité civile couvrant les dommages matériels et corporels.

Le Titulaire doit justifier auprès de Genavir, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, la souscription de ces contrats d'assurances et l'identité de l'assureur, au moyen d'une attestation d'assurance intégrant les garanties définies ci-avant.

10.1.2. Garantie technique

La garantie technique est une garantie de bon fonctionnement qui court sur un délai de 12 mois à compter de la notification de la décision d'admission.


La garantie couvre remise en état des organes défectueux ou leur remplacement suivants les prestations réalisées pour lesquelles le titulaire est intervenu. Tous les frais correspondants tant fourniture que main d'œuvre sont à la charge du titulaire. Il est convenu que les frais de transport seront pris en charge par GENAVIR.

Si les réparations, dans le cadre de la garantie, devaient être exécutées pour motifs impérieux par le chantier le plus proche, elles seraient remboursées par le chantier à GENAVIR au prix auquel elles ont été facturées.

S'il apparaît un défaut présentant un caractère systématique, ne permettant pas aux matériels de satisfaire aux spécifications techniques contractuelles, le titulaire s'engage à étudier à ses frais la modification nécessaire et à modifier également à ses frais les matériels en cours de fabrication et les matériels livrés en cours de marché.

10.1.3. Garantie relative à la peinture

La garantie suivante s'applique en complément de l'article 36 du CCAG MI.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Outre les garanties légales, les travaux de peintures réalisées par le Titulaire sont soumis à une garantie conventionnelle contre tout défaut (hors usure normale) d'une durée de 2 (deux) ans à partir de la date d'admission. En cas de réserve, le point de départ du délai de garantie est la date de levée de la réserve de la zone concernée.

La garantie conventionnelle couvre notamment et sans caractère limitatif la préparation des supports, de support ou d'application du fait du Titulaire ou de ses sous-traitants pourvu que ces défauts aient été découverts dans un délai de deux (2) ans après la date d'admission, ou de la date du procès-verbal de levée de réserve, et que ce défaut ait fait l'objet d'une notification au Titulaire.

10.2. Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers y compris Genavir, en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'attestation mentionnant l'étendue de cette garantie.

Le titulaire s'engage à fournir les attestations actualisées si nécessaire.

Article 11. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS

11.1. Essais et contrôles

Voir le Cahier des Clauses Techniques

11.2. Performances


Les performances à atteindre sont celles prévues au CCTP ou celles indiquées par les fournisseurs des matériels, des équipements, des appareils, pour autant qu'elles ne soient pas inférieures à celles prévues au CCTP. En tout état de cause, les performances atteintes ne devront en aucun cas être dégradées par rapport à celles du Navire, de ses agrès et appareils avant la réalisation du chantier.

Si les performances ne sont pas atteintes, le Titulaire sera tenu de procéder à ses frais aux corrections requises et aux éventuels nouveaux essais contradictoires pour atteindre les performances exigées.

Article 12. RESILIATION

Les stipulations du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire prononcée en application de l'article 44 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives MI	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP - GNVR-01-2025 – Arrêt technique des navires océanographiques Europe et Téthys

Article 13. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Brest est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Il sera accepté que les documents techniques soient rédigés en anglais.

Article 14. DÉROGATIONS

Le CCTP prévaut sur le CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces.

Dérogation à l'article 15.1 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.3 du CCAP.

Dérogation à l'article 15.2 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.3 du CCAP.

Dérogation à l'article 15.3 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.3 du CCAP.

Dérogation à l'article 15 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.3 du CCAP.

Dérogation à l'article 15 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.3.5 du CCAP.

Dérogation à l'article 41 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.1.4 du CCAP.

Fin du CCAP